

16 - 28  
février  
2001

n° 150

septième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

**DANZAS**  
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

La connexion  
public / privé

**L**entement, le bon sens progresse.

On peut prendre en considération surtout cette lenteur, ou surtout ce progrès; de même que, comme on dit, d'un tissu gris on peut tirer les fils blancs ou les fils noirs.

L'idée que ce sont les entreprises, c'est à dire les forces vives, productrices, d'un pays, créatrices d'emplois, qui permettent d'augmenter le niveau de vie, qui assurent le développement à long terme, c'est une idée de bon sens. Elle progresse.

Elle ne va pas de soi pour les grands bailleurs de fonds, qui ont une approche de caissiers : financière, macro-économique, budgétaire. Mettre en place, réparer les mécanismes principaux de la machine gouvernementale, mettre de l'argent dans le système comme on met du carburant dans un moteur, et ça doit marcher.

Ca ne marche pas bien pourtant faute de connexions entre ces interventions venues de l'extérieur et le "secteur privé", c'est à dire la population elle-même. Ni les bailleurs de fonds, ni les ONG pourtant bien implantées sur le terrain, ne peuvent mouvoir l'individu "de base", alors que ce mouvement est la condition d'un vrai développement.

Le gouvernement s'engage dans ce rôle d'interface : aider le "secteur privé", aider les Cambodgiens à entreprendre, à produire plus et mieux, à exporter ... c'est le bon sens.

## INDEX 2001

Le prochain numéro sera l'Index, publié chaque année, de tous les articles parus dans Cambodge Nouveau depuis le n° 1 en février 1994.

Le classement en 15 rubriques (Enquêtes de conjoncture, Entretiens et personnes citées, Politique intérieure, Questions internationales, Livres, Secteurs économiques, etc ...) permet un repérage facile.

Les annonceurs sont les bienvenus. Tarif des annonces en quadrichromie et en nb sur demande (012 803 410).

## Le "plan intérimaire" : exporter, nouvelle stratégie pour lutter contre la pauvreté, créer des emplois et de la richesse

**U**ne nouvelle approche du développement ?

Une idée chemine : puisque depuis 7 ans, malgré d'importants financements, les choses ne vont pas tellement mieux -et même, selon les enquêtes du CDRI, le niveau de vie des Cambodgiens serait, en moyenne, moins élevé en 2000 qu'en 1996, (encadré p. 2) - il faut trouver "autre chose", ou prendre les choses autrement.

Cette nouvelle approche repose sur quelques constatations :

### Le secteur Agriculture ... et les autres

Le secteur agricole, qui emploie les trois-quarts de la population (77,5 %), ne progresse que de 2,75 % par an, alors que la population en âge de travailler, à cause d'un taux de naissances très élevé, augmente de 3 %.

L'agriculture ne peut pas employer et nourrir tout le monde, elle le peut de moins en moins. Si l'on continue ainsi la pauvreté, le nombre des paysans sans terre, sans emploi, ne peuvent qu'augmenter.

Il faut déployer tous les efforts pour augmenter les rendements, diversifier les productions, accroître les surfaces, l'agriculture ayant vocation, à long terme, à devenir le "grenier de l'ASEAN".

Mais pour "éradiquer" la pauvreté ou du moins pour la diminuer, pour créer des emplois, il faut faire appel aux autres secteurs d'activité.

Ces raisonnements ne sont pas vraiment nouveaux (cf 131, 143, 146). Ce qui l'est, c'est qu'ils servent de base

à la nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté que le gouvernement est en train d'élaborer.

Il est prévu avec les grands bailleurs de fonds (cf 141) que le gouvernement présentera fin 2001 son plan de lutte à long terme contre la pauvreté, qui orientera sa politique économique.

Comme prévu aussi, un plan intérimaire a été mis au point, et présenté le 29 janvier à la réunion préliminaire des bailleurs de fonds.

## Exporter : une nouvelle stratégie pour le développement

### Favoriser l'exportation

Face à un secteur agricole dans l'impossibilité d'employer tous ses bras de façon rentable, on observe que les secteurs qui ont créé des emplois et des revenus ont été la Manufacture (+ 9,5 % de croissance annuelle entre 1994 et 1998), le secteur des Services -dont le Tourisme, qui exporte des services (+ 4,5 % par an), et les envois des travailleurs cambodgiens expatriés.

On observe surtout, nous dit le Secrétaire d'Etat au Commerce Sok Siphana, que les

exportations (biens et services ensemble) ont progressé de 20 à 25 % par an (à prix constants), passant d'environ 15 % du PNB à presque 30 % en quelques années, alors qu'ils n'emploient encore que 6 à 7 % de la force de travail.

Ces exportations sont peu nombreuses (voir encadré)

On observe encore que les travailleurs employés dans les activités exportatrices créent entre 70 et 250 % plus de valeur ajoutée que ne le fait le travailleur moyen. La contribution de ces activités au revenu national est donc considérable.

Dès lors on prend en compte l'idée du ministère du Commerce : c'est dans cette direction, celle de l'exportation, qu'il faut pousser les feux, et pour cela favoriser les productions exportatrices, produits agricoles, biens et services.

C'est l'une des orientations majeures que propose le "Plan intérimaire".

### Après la macro-économie, la "meso" et la "micro"

"On s'est concentré les premières années sur la macro-économie, et de bons résultats ont été obtenus. La situation macro-économique du Cambodge est maintenant bonne et reconnue comme telle.

"Ce qu'il faut maintenant c'est faire porter l'effort sur le "meso" et le "micro", nous dit le Secrétaire d'Etat au Commerce Sok Siphana.

La "meso-économie" c'est encore l'affaire de l'Etat : il s'agit de ce qui facilite le travail des entreprises dans

(suite page 2)

### Revenus Export

(mio \$/an, chiffres arrondis)

Confection	600
Troncs, bois sciés	100/200
Tourisme	100/200
Cambodgiens exp.	100/200

source Min. du Commerce

## A l'intérieur

Développement : Exporter pp. 1 - 2  
FMI : la réunion du 29.1 p. 3  
Nouveau système comptable p. 3  
FORUM Gouvernt - entrepr. pp. 4 - 5

CONSTRUCTION-BATIMENT pp. 6 - 7 - 8  
L'affaire de l'East Sea p. 9  
Livres : Paul Brunon p. 9  
Médias p. 10

# une nouvelle stratégie de développement

(suite de la page 1)

les domaines dont l'Etat est responsable : les relations avec les pays voisins, la fiscalité, la législation commerciale, le coût des transports, ... bref l'environnement de l'entreprise.

C'est à améliorer cette "méséo-économie" que sont destinés les Forum gouvernement-entreprises dont l'idée, souligne M. Sok Siphana, est née au ministère du Commerce. Créer un dialogue, pour aboutir à améliorer la compétitivité des entreprises sur les marchés extérieurs, c'est la seconde phase, cette "approche participative" est en route (cn 149 et ce n°).

## Aider les entreprises

Il faut maintenant penser à la troisième phase, la

"micro-économie" : aux entreprises elles-mêmes.

Alors que les organismes officiels percevaient trop souvent le secteur privé comme une menace, comme un monde différent, il leur apparaît de plus en plus comme un partenaire. On voit que favoriser les entreprises peut être la meilleure façon de lutter contre la pauvreté.

Selon l'adage "ce n'est pas qu'il y ait trop de pauvres, c'est qu'il n'y a pas assez de riches", il s'agit d'aider les gens à s'enrichir, et de diminuer ainsi la pauvreté. Sans intervenir dans leurs affaires propres, le gouvernement peut contribuer à créer des projets concrets, à susciter des initiatives, à aider des initiatives à se développer.

Par exemple, il peut aider le producteur de certains pro-

duits agricoles à trouver des marchés à l'étranger, étudier pour lui les transports, il peut, en fonction des marchés, orienter les producteurs vers telle production, vers telle implantation plus favorable, apporter des supports techniques, financiers, améliorer les relations du travail, aider à supprimer les goulets d'étranglement ...

"Pour cette nouvelle approche très concrète du développement, plus pointue que le sectoriel, j'ai le plein appui des grands bailleurs de fonds et agences internationales (Banque mondiale, FMI, ITC, PNUD, UNCTAD, WTO) nous dit M. Sok Siphana, et j'ai aussi l'appui des principaux bailleurs bi-latéraux".

## Régionalisation et décentralisation

Un inconvénient de cette politique orientée vers l'exportation est qu'elle risque d'élargir le fossé déjà existant entre les trois pôles de développement Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville, et le reste du pays.

Il est donc essentiel de lutter contre cette tendance, en cherchant à **diversifier et à disséminer les activités exportatrices.**

Cela concerne les activités déjà existantes : tourisme, confection, travail du bois, ... et surtout des activités nouvelles dans les domaines par exemple de l'agro-industrie, l'aquaculture, les services à haute valeur ajoutée ...

Diversifier et disséminer implique de surmonter beau-

coup d'obstacles, certains bien connus : coûts des infrastructures, des transports, douanes, manque de qualification et de productivité des travailleurs, ... d'autres qui le sont moins : manque d'information sur les marchés, de promotion commerciale, de financement, ... "les capacités institutionnelles et humaines du Cambodge, sont faibles dans ces domaines, comme aussi l'esprit d'entreprise" reconnaît le "Rapport intérimaire".

Unil faut maintenant identifier un nombre raisonnable de produits exportables et de marchés acheteurs.

Et développer le savoir-faire, avec notamment des joint-ventures avec des entreprises des pays voisins.

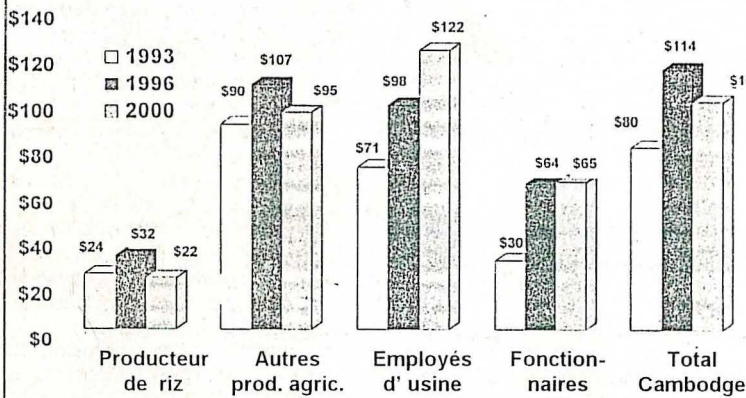
## 12 actions pratiques

Ce sont ces idées qui forment l'ossature du "Plan de lutte contre la pauvreté" que le gouvernement met au point.

Le Plan intérimaire a dressé la liste de 12 actions à entreprendre pour les mettre en pratique, pour créer, développer, orienter un secteur privé vers l'exportation.

Elle comporte : l'identification de produits exportables, l'évaluation des ressources institutionnelles et humaines nécessaires, des études sectorielles, l'identification des obstacles d'ordre légal ou institutionnel, la nature de mesures d'assistance éventuelles, la possibilité de créer des zones spéciales décentralisées, enfin à partir de toutes ces recherches la mise au point d'un plan d'action qui pourra être présenté à la prochaine réunion du Groupe Consultatif, à Tokyo, en juin prochain.

REVENUS MENSUELS COMPARES 1993, 1996, 2000  
Ménages avec deux parents et 3 enfants



### Observations

On voit que les plus mal situés sont les producteurs de riz, en voie de paupérisation.

Les revenus des fonctionnaires restent faibles, mais du moins il y a eu progrès.

Les mieux situés sont les employés d'usine, mais avec des conditions de travail plus dures.

Au total, les revenus des ménages auraient diminué, selon l'enquête du CDRI, d'une moyenne de 114 dollars/mois en 1996 à 100 dollars/mois en 2000.

D'autres modes de calcul montrent aussi un déclin : le PNB par habitant serait passé selon le PNUD de 284 dollars / an en 1995 (prix courants) à 266 en 2000. (voir aussi cn 146)

## A PROPOS ...

### procès :

#### Conseil Constitutionnel

Le Conseil Constitutionnel a reconnu, le 12 février, la constitutionnalité du projet de loi sur le procès des khmers rouges, à l'exception de l'article qui se réfère au code pénal de 1956 prévoyant la peine de mort pour certains crimes. La Constitution de 1993 exclut la peine de mort. Ce point n'entraîne pas de modification du texte par l'Assemblée, mais une révision

par le Conseil des Juristes.

Le projet de loi, remis au président de l'Assemblée, doit être ensuite signé par le Premier ministre, et soumis au Roi pour signature, ou en son absence, le Roi ayant quitté Phnom Penh pour Pékin le 21, au président du Sénat Chea Sim.

Un memorandum of understanding devra enfin être signé par le groupe de travail dirigé par Sok An et le représentant de l'ONU Hans Corell, avant que soit organisé le procès des khmers rouges.

### Congrès du Parti Sam Rainsy

Réuni à Siem Reap les 17 et 18 février, le PSR a adopté 12 résolutions. Il demande notamment :

- une nouvelle approche de l'assistance internationale avec une forte pression pour que soient réalisées les réformes fondamentales;
- la réalisation de la réforme foncière, condition de la lutte contre la pauvreté;
- la réalisation de la réforme administrative pour que le recrutement des fonctionnaires soit fait selon le mérite et

- la compétence;
- un salaire minimum dans la fonction publique de 100 dollars par mois;
- l'arrêt de la destruction des forêts avec une loi forestière claire appliquée sous le contrôle d'organismes indépendants;
- des lois et mesures anticorruption comportant la déclaration de leurs avoirs par les hauts responsables, un inventaire des biens de l'Etat permettant de suivre leur gestion, des audits indépendant pour toutes les transactions entre l'Etat et le privé;
- la fin des dons

## La réunion du groupe consultatif du 29 janvier

**R**endant compte de cette réunion au nom du groupe de travail sur la réforme macro-économique, le Représentant résident du FMI au Cambodge a notamment observé que la stabilisation macro-économique s'est confirmée en 2000 malgré le double choc causé par les inondations et la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux.

Les inondations ont touché directement un quart de la population, endommagé cultures et infrastructures. On estime cependant que la croissance économique a dépassé 4 % tandis que l'inflation est restée maîtrisée et que le taux de change est resté globalement stable.

### Bons points

"Sur la base des premières données disponibles, tous les repères quantitatifs et les critères de réalisation prévus par le programme jusqu'à fin décembre ont été respectés, avec une marge de sécurité confortable dans certains cas (...). La consolidation du secteur financier a progressé.

En revanche le plan de démobilisation des forces armées et la réforme de la fonction publique ont pris du retard.

"(...) des rapports récents font également état d'une forte progression des activités forestières illégales".

### Mauvais points

Le FMI a "pris note des progrès de la stabilisation macro-économique" et souligné l'ampleur de la tâche qui attend le gouvernement : outre la poursuite de la démobilisation et de la réforme administrative : une nouvelle croissance des recettes budgétaires, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, la continuation des progrès dans la gestion du patrimoine forestier et la restructuration du système bancaire.

Le FMI note encore "le produit décevant se prélèvements sur les échanges internationaux (...) : il faut redoubler d'efforts dans la réforme du système douanier".

La révision de la loi sur l'investissement et l'abaissement des tarifs douaniers lié à la participation du Cambodge à l'AFTA sont en cours.

### Dépenser mieux

Côté dépenses, "il est primordial d'améliorer le profil des décaissements budgétaires, dont le caractère imprévisible compromet la mise en œuvre effective des mesures sociales". "Les autorités doivent s'atteler dès maintenant à la mise en place d'un cadre à moyen terme des dépenses reposant sur un double engagement : le gouvernement s'engage à fournir les ressources promises selon le calendrier convenu, et les agences d'exécution à utiliser ces ressources efficacement (...). Le suivi financier et le contrôle des marchés publics doivent être considérablement renforcés".

### Transparence et Contrôles

"On assiste, note le FMI, à une multiplication des contrats passés entre les pouvoirs publics et le secteur privé pour concéder l'exploitation des services publics imposables ou louer des actifs de l'Etat à des entités privées en échange d'une fraction des recettes qu'elles en tirent (...). Il faut s'assurer que le budget de l'Etat enregistre directement et dans des conditions de transparence satisfaisante les recettes qui en découlent".

Le FMI appelle à la création d'une Cour des Comptes "efficace, structurée et indépendante, et la nomination d'un auditeur général". (...) Les bailleurs de fonds continuent d'exhorter les autorités à mettre sur pied cet organe dont le besoin se fait grandement sentir".

### Divers

**Banques** : il faut nommer très vite les liquidateurs "pour assurer une restructuration ordonnée du secteur bancaire et protéger les droits des déposants".

**Jeux** : "en dépit de son essor spectaculaire le secteur des jeux d'argent n'apporte qu'une contribution symbolique au budget national" : il faut une loi sur les jeux.

**Information** : il faut communiquer des informations statistiques précises et transparentes, il faut une loi sur les statistiques.

(source : document FMI)

## Un nouveau système comptable

**N**otre système comptable est français, et conforme à la loi de 1992 en 6 articles, nous explique le Dr Ngy Tayi sous-Secrétaire d'Etat aux Finances et président de la Commission de réforme du système comptable.

Il faut maintenant mettre ce système, dont les origines remontent à Colbert, aux normes internationales dites IAS (*International Accounting Standard*), comme la France l'a fait elle-même. Nous y travaillons avec des experts de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale, grâce à un don français et un prêt de la Banque mondiale.

En fait, le système français, qui est aussi celui de la plupart des pays francophones, répond déjà à ces normes pour environ 80 %.

Ces standards internationaux sont au nombre de 41 (et bientôt 43) et font l'objet d'un document très dense de 1287 pages. On ne prétend pas les introduire tous à la fois dans le système cambodgien, mais, dans une première phase, les principaux d'entre eux.

On en a déjà discuté 6 fois, et un texte a été présenté au Conseil des ministres, mais il a été refusé parce qu'encore trop "continental".

Ce travail sur la comptabilité nationale permettra de créer un *Conseil National de la Comptabilité* (CNC), géré par le ministère des Finances, qui donnera son autorisation aux propositions techniques de l'*Ordre des Experts Comptables* - comme il existe par exemple un *Ordre des Avocats*.

Les travaux progressent sur ces trois questions : le système comptable, le Conseil national de la Comptabilité, et l'*Ordre des Experts-Comptables*.

Le projet de loi devrait être présenté au Conseil des ministres avant le Nouvel An cambodgien.

Oui, nous dit M. Ngy Tayi, il existe des Cambodgiens compétents pour être membre de l'*Ordre des experts Comptables*, 7 à 9 personnes, qui seront nommées dès que la loi aura été adoptée.

Le Cambodge pourra ensuite devenir membre de la Fédération Internationale des Comités d'Experts-Comptables. Il lui faudra pour cela deux pays sponsors : il peut déjà compter sur l'appui de la France.

## A PROPOS ...

accordés par les politiciens pour se ménager des clientèles, créant des circuits illégaux, doublant les services publics, empêchant la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté ; - la réalisation de programmes sociaux pour diminuer le chômage et la pauvreté, plutôt que la répression et la violence pour réduire la criminalité ; - des efforts réels pour que les élections communales aient bien lieu en janvier 2002 avec la partici-

pation de tous les principaux partis et le plein appui de la société civile ; - la fin de la "culture de l'impunité", en commençant par les khmers rouges qui doivent être jugés en respectant toutes les clauses de l'accord signé avec les Nations Unies ; - une politique qui protège l'intégrité territoriale du Cambodge, conforme aux Accords de Paris de 1991 qui prévoient que le gouvernement peut demander l'annulation des traités signés en 1979, 1982, 1983 et 1985.

## Recherche d'épaves

Les recherches ont repris au large des côtes cambodgiennes pour retrouver des épaves. Elles ne sont pas infructueuses. La conjonction d'études menées dans des archives de divers pays, et de recherches par magnétométrie sur la zone du naufrage, ont permis de retrouver le lieu où s'est échoué en 1860 le *Condor*, un trois-mâts barque qui venait de Macao et se rendait à Bangkok : des rochers affleurant la surface - alors mal repérés sur les

cartes, et appelés depuis lors récifs *Condor*.

On a retrouvé dans des archives allemandes le rapport circonstancié du capitaine allemand du bateau, enregistré à Bremen. Ce fut un naufrage simple, sans pertes humaines, et le bateau navigant sur ballast, il n'y eut pas non plus perte de cargaison. Ne réussissant pas à dégager le bateau, échoué à 8 heures du matin, l'équipage le quittait à midi, en chaloupes à

(suite page 9)

# Retour sur le Forum

## Gouvernement - Entreprises

**P**our le troisième Forum Gouvernement-Entreprises, le 7 février, une approche "sectorielle" avait été adoptée avec la création (décret du 25 janvier) de 7 "groupes de travail". Il y a une manifeste recherche d'efficacité dans cette méthode : on ne prend de décision importante en matière économique et fiscale qu'après consultations et concertation avec toutes les parties concernées. Dès lors, les divers intérêts ayant été entendus, on peut penser que les décisions prises sont les meilleures possibles et qu'on aura donc ensuite la coopération de tous. C'est une innovation dont les entreprises comprennent l'intérêt : on leur offre l'occasion de se faire entendre, de "dialoguer sur les sujets de préoccupations communs" comme l'a dit le Premier ministre. Avec ce système la législation n'est plus "imprévisible" ni "incohérente". Cette méthode originale a un autre avantage : elle établit de la souplesse dans le système décisionnel, jusqu'ici trop concentré dans les mains de quelques-uns. Elle supplée quelque peu aux corps intermédiaires de réflexion, de décision, de contrôle, qui manquent encore au Cambodge. *c.n.*

### Agriculture : nouvelles semences ?

Le Secrétaire d'Etat Chan Tong Yves rappelle qu'on fait des essais sur 300 à 400 ha, qu'un Institut de Recherches sur le Riz a été récemment créé.

Pour les nouvelles semences, il est assez réticent : les hauts rendements ne sont atteints que si plusieurs autres facteurs favorables sont rassemblés ; il faut importer ces semences de l'étranger, et les racheter chaque année ; il faut des fertilisants et des pesticides : c'est actuellement peu adapté aux paysans (voir *cn 143*).

Les tracteurs : c'est cher à l'achat, et pas adapté aux petites surfaces des paysans : 1 à 2 ha ; et le fuel est cher. Oui il faut réduire les coûts de production !

Suppression de taxes : voir le ministère des Finances (voir *encadré*).

Marchés : on étudie avec la JICA la commercialisation, non seulement du riz mais les palmiers à huile, les avocats, l'élevage, etc ...

Micro-crédit : la Banque de développement Rural et l'ACLEDA le pratiquent, mais il y a un problème de titres de propriété en garantie.

Joint ventures : no objection ! Qu'on les fasse ! Qu'on apporte des technologies de l'étranger !

Le Premier ministre dans son allocution d'ouverture souligne :

- les efforts concrets du gouvernement pour améliorer l'environnement et attirer les investisseurs ;

- les modifications à l'étude de la loi sur les investissements et des instruments légaux pour renforcer les institutions gouvernementales, améliorer la gestion et faciliter les investissements privés.

### Un abrégé du Forum

(le point sur les thèmes principaux figure en encadrés)

**Agriculture** : le porte-parole du groupe de travail Agriculture reprend des thèmes bien connus sur les faiblesses de l'agriculture cambodgienne (*cn 143*) et préconise de nouvelles semences chinoises à haut rendement : 8 à 9 tonnes à l'ha au lieu de 1 t ; récolte 90/100 jours ; 2 ou 3 récoltes par an avec irrigation.

Il voudrait qu'on utilise des pompes pour l'irrigation, des petits tracteurs, des moulins à décortiquer le riz ..., des fertilisants et des insecticides.

Il demande que soient supprimés les droits de douane pour les moulins à riz, le matériel agricole, les usines de transformation (les intrants tels que fertilisants et pesticides sont déjà exonérés). Actuellement, avec les taxes et la TVA, le riz cambodgien est plus cher que l'équivalent entré en contrebande.

[réponse du ministre des Finances : voir *encadré*].

**Hun Sen** (répondant très vivement à l'ambassadeur de Malaisie regrettant que le gouvernement n'ait pas de grands projets) : oui nous avons beaucoup de projets, oui, nous avons des terres, mais

### Tribunal de Commerce

"Les paroles du Premier ministre donnent une impulsion à ce projet. Voici le point sur la question", nous dit le secrétaire d'Etat au Commerce Sok Siphana :

Le futur tribunal de Commerce sera géré par les deux ministères de la Justice et du Commerce, selon une formule qui est appliquée en Thaïlande depuis deux ans et donne satisfaction.

Il y aura un **tribunal spécialisé, avec deux "juges associés"**. Le magistrat sera éclairé pour tous les aspects techniques des litiges par un **expert appartenant au ministère du Commerce**, au fait de ce qui concerne par exemple la propriété intellectuelle, etc ...

"Il faut encore 5 à 6 mois de travail pour mettre le projet au point, et nous sollicitons pour cela l'aide des bailleurs de fonds, et la participation des groupes de travail".

il y a eu trop de projets sans suite. Nous avons perdu beaucoup de temps ! Nous ne voulons pas être trichés plus longtemps. Il faudrait demander aux investisseurs qui annoncent des investissements parfois énormes un dépôt important, et si rien ne se fait, le gouvernement le garde. "Nous voulons de vrais investisseurs. Les vrais, je les accompagnerai moi-même !".

**Infrastructures** le ministre des Travaux publics Khy Taing Lim : "Ce qu'il faut c'est faire !". Le secteur privé doit contribuer aux infrastructures comme les routes, et à l'énergie. Actuellement nous faisons en fonction de nos moyens ...

Pour les **Télécommunications**, le nouveau "portail" "007" a permis une diminution des tarifs internationaux.

Le **réseau routier** est en pleine rénovation, il servira le tourisme et les échanges économiques intérieurs.

**Le système judiciaire** : son amélioration va de pair avec la réforme administrative, le niveau des salaires, la formation ... Il faut des incitations. Il faudra du temps.

**La grève des enseignants** du 2 février : Le Premier ministre souligne fortement qu'elle n'aurait pas eu lieu sans intervention extérieure. Une voiture de l'UNHCR a été découverte dans le district de S'ang transportant des banderoles. Madame Mc Adams, représentante permanente de l'ONU, se fait sévèrement apostropher.

Pour le groupe **Export processing** le président du GMAC, Association des industriels de la Confection, souligne fortement plusieurs points : - le droit du travail ne comporte pas seulement le droit de grève mais aussi le droit de travailler : le ministère du Travail doit intervenir vigoureusement pour le faire respecter ; - la formation du personnel ne devrait être obligatoire que pour les entreprises ayant plus de 500 employés (et non 60 comme actuellement) ; - l'obligation de traiter l'eau : oui, mais là aussi c'est cher (unité de traitement : 1/2 million de dollars) : il faudrait distinguer les petits établissements des gros ; - les règlements : trop

### Loi sur les investissements

L'idée générale est de **simplifier la procédure d'agrément des projets** : les agréments seront accordés plus rapidement, les questions posées aux entreprises très simplifiées. Il y aura plus de transparence et de prévisibilité. En contrepartie, les entreprises auront à remplir chaque année un **formulaire détaillé** portant sur : leur siège social, leurs effectifs, leur chiffre d'affaires, leur activité, leurs bénéfices, les importations et exportations, etc ...

Les amendements à la loi sur les investissements sont discutés par le CDC avec le FIAS (FMI et Banque Mondiale). Ils feront l'objet de discussions avec le secteur privé lors d'un atelier de travail le 5 mars, nous confirme le Secrétaire général du CDC Sok Chenda.

## le point sur les questions soulevées par les entreprises

de certificats et trop de délais sont nécessaires par exemple les produits chimiques pour les chaussures; - les transports sont chers : sur 500 dollars pour extraire un container de Sihanoukville, il y a 30 % de *tea money*. Conséquence : le coût du transport Singapour - Ho Chi Minh est moitié moins élevé. Attention à la concurrence de la Chine lorsqu'elle sera membre de l'OMC ! - les businessmen paient leur visa d'un mois 25 dollars, les touristes 20 dollars; - les compensations promises pour les préjudices subis en 1997 semblent oubliées; - si les investissements baissent, c'est que les investisseurs voient ce qui arrive aux gens déjà installés. M. Van Sou leng dénonce une bureaucratie "décourageante". Cependant il estime très encourageant le dialogue instauré avec le gouvernement. Il souligne l'amélioration du climat.

**Réponses :** (sur la corruption voir encadré);

**Fraudes et délais :** avec l'électronique pour les CO et CI, la fraude va être éliminée; pour l'évaluation des produits importés, le système du ministère du Commerce et celui du CDC (qui a donné l'agrément initial) ne sont pas identiques, d'où les délais pour certains produits.

### Impôts

**La TVA :** elle ne touche actuellement que les entreprises de Phnom Penh au "régime réel", soit environ 700 sociétés. En 2001 on abaisse le seuil du ca des entreprises concernées, et on applique la TVA aux sociétés établies dans 5 nouvelles provinces. Le nombre des entreprises concernées va ainsi passer à un peu moins de 900. La loi de Finances prévoit que les recettes augmenteront de 16 % et atteindront 85 millions de dollars.

On va s'efforcer de raccourcir les délais de remboursement (qui peuvent atteindre 9 mois).

On étudie une diversification des taux avec des experts français.

En 2001 le gouvernement **supprime la "taxe minimum" de 1 % sur le chiffre d'affaires annuel** pour les "entreprises d'investissement", c'est à dire agréées par le CDC, celles qui sont déjà installées comme les nouvelles (soit environ 200 entreprises). Cela correspond à une diminution de recettes de 25 à 30 milliards de riels, ou l'équivalent d'un mois de salaire de la fonction publique, ou d'une augmentation de 20 % des salaires.

**Cependant,** rappelle la Direction des Impôts, les entreprises doivent toujours payer l'"acompte mensuel sur les bénéfices", sur la base de 1 % sur le chiffre d'affaires.

Pour que les recettes rentrent mieux, on forme des inspecteurs et des douaniers. [*"les contrôles fiscaux sont de plus en plus rigoureux, la fraude diminue certainement"* nous confirme le directeur financier d'une entreprise importante, ndlr].

On va donner aux postes frontières la liste des produits chimiques interdits.

**La détaxation** des "produits de support" (boutons, zips, emballages ...) sera poursuivie en 2001.

**Grèves :** En 1999, sur 72 grèves, 29 % ont été organisées sans respecter la procédure. Il appartient aussi aux entreprises de former les employés. Le Premier ministre : parfois des gens qui ne sont pas même employés rejoignent les grévistes. On transforme de petits problèmes en grands problèmes. Ce ne sont pas les Cambodgiens qui veulent la grève ...

**Tourisme :** les professionnels du Tourisme voudraient des objectifs à long terme, dit leur porte-parole Pascal Gagnon. Il demande : - **infrastructures :** un terminal passagers à Sihanoukville, et un aéroport; - une route Thaïlande - Siem Reap; - des toilettes; - **règlements :** de meilleurs horaires de visites pour le Musée national et le Palais Royal; - **une formation plus spécialisée** concernant l'éco-tourisme, le tourisme culturel, d'aventure, le balnéaire ... ; - une meilleure promotion outre-mer, des magazines de tourisme ...

**Réponse** du ministre Veng Sirivudh : il souligne l'augmentation du nombre des visiteurs (+ 41 % en 1999), en particulier des visiteurs venus de l'ASEAN, des Chinois, ... l'arrivée de touristes venus par la mer; il rappelle les travaux d'infrastructure en cours ...

**Hun Sen** annonce l'ouverture prochaine de **trois nouveaux points où seront délivrés des visas d'entrée** pour les touristes venant par mer : Koh Kong

### Importations hors taxes

Les demandes d'importations hors douanes formulées par plusieurs groupes de travail, notamment Agriculture pour le matériel agricole (pompes, tracteurs, moulins à décortiquer ...) et par certaines entreprises pour remplacer les produits importés sont refusées.

Le ministre des Finances Keat Chhon rappelle que les exemptions accordées à la Confection pour les produits "de support" destinés à l'exportation coûtent cher. En 2000 : 170 millions de dollars de réductions fiscales dont 163 pour les entreprises de confection. Si l'on accorde des exemptions à tout le monde les recettes de l'Etat diminueront au point qu'on ne pourra plus payer les fonctionnaires.

Le Premier ministre rappelle que c'est un débat ancien; que peut-être le CDC/CIB pourrait accorder, au cas par cas, un an d'exemptions, ...

Reste que le gouvernement cherche le moyen d'aider l'agriculture. Le Premier ministre rappelle à ce sujet qu'il n'y a pas de taxe foncière au Cambodge.

Il cherche aussi le moyen d'aider les entreprises pénalisées par la concurrence des produits importés en fraude, et par le coût des produits qui ont payé des droits

(visiteurs venant de Pattaya); Sihanoukville; et Kaâm Samnor (Vietnam).

**Compensations** pour les événements de 1997 : elles ne sont pas abandonnées, il faut un plan de 10 ans, et un système de critères. Qu'en est-il des assurances prises à l'étranger ? Le ministère des Finances demande de la patience aux entreprises lésées.

**Manufacturing-Distribution :** (voir *cn 149*).

Le ministre Suy Sem évoque tous les points abordés, qui concernent souvent d'autres ministères. Il rappelle les projets d'EDC (*cn 148-149*); il annonce que le diesel jusqu'ici épargné va être taxé (10 mio de dollars de recettes prévues). Pour le manque de personnels qualifiés : faire davantage appel aux étudiants revenus de l'étranger avec une bonne formation !

Importation de machines d'occasion : elle est autorisée pour la Confection (pour que des usines installées ailleurs puissent venir au Cambodge), non pour les autres activités : "*nous ne voulons pas être un dépôt pour matériel dépassé, nous voulons augmenter le savoir-faire de nos travailleurs*".

Le groupe **Banque et Services** ne demande rien. Il ne reste à régler que des problèmes techniques mineurs.

Le Gouverneur de la Banque nationale Chea Chanto approuve.

### En conclusion

Le Premier ministre insiste : on n'attendra pas 6 mois pour trouver des solutions. Le dialogue est maintenant permanent.

### Corruption Contrebande

Le Premier ministre reconnaît qu'elles persistent, malgré les efforts pour les réduire. Il annonce que des mesures concrètes sont prévues dans le projet de Plan d'Action pour une bonne Gouvernance ("GAP").

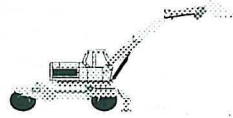
Hun Sen : "*Je soutiens l'idée du ministère des Finances d'un Bureau des Plaintes et Investigations concernant les irrégularités en matière de douanes et d'impôts*".

Mais la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption dépendent aussi de la réforme administrative, du niveau des salaires, de la formation ... Le Premier ministre recommande des mesures administratives y compris une réforme fiscale.

Le Premier ministre estime que les torts sont également partagés entre celui qui donne et celui qui reçoit. Il demande aux sociétés de mieux contrôler leurs subordonnés : trop souvent des subordonnés utilisent le prétexte d'un "backchiche obligé" pour tirer de l'argent de leur société. Il doit y avoir transparence des deux côtés : gouvernement comme sociétés.

**Spécial  
Construction**

# CONSTRUCTION BATIMENT EQUIPEMENTS



**Khaou Phallaboth**  
Directeur du groupe  
**Khaou Chuly / MKK**

**N**otre groupe compte maintenant 1200 employés permanents, ce qui est relativement important à l'échelle du pays.

Nous avons plusieurs types d'activité, dans la construction, le bâtiment, et nous sommes particulièrement spécialistes des travaux publics.

Après deux années, 1998 et 1999, que l'on peut qualifier de pénibles, 2000, du moins la fin de l'année, a été meilleure. Pour 2001 on espère un progrès important, une augmentation de 50 % de notre activité; et on espère qu'il s'agira cette fois d'un progrès soutenu sur le long terme. C'est pourquoi nous recrutons des ingénieurs, des techniciens, des directeurs de projets.

Un tour d'horizon général de nos chantiers :

- **Sihanoukville** : nous venons de signer avec le ministère de l'Industrie un contrat en joint venture avec la société chinoise *China Water Electric (CWE)*, qui construit l'unité d'eau potable de Chryu Changwar, pour la production, la pose des conduites et la distribution de l'eau potable à Sihanoukville, un projet de 3 millions de dollars au total financé par la Banque Mondiale. Nous avons gagné l'appel d'offre face à 22 sociétés. Les travaux commencent en mars, ils dureront 18 mois. Ils emploieront beaucoup de main d'œuvre.

- **Siem Reap** : c'est notre société qui a été choisie pour réaliser la viabilisation et les infrastructures de la future Cité hôtelière, 9 à 10 km de routes et un pont, un projet de 3 millions d'euros au total. Un consortium a été créé, sur la demande de l'Agence Française de Développement (AFD), comprenant pour les études le BCEOM français et KCEC,

consultants locaux, pour les études, et nous-mêmes pour les travaux. Les travaux doivent commencer dans les prochains mois et dureront une bonne année.

- **Hôtel à Siem Reap** : notre projet d'hôtel est en attente, non à cause de notre partenaire singapourien, mais parce que les prêts bancaires sont trop élevés et les conditions des banques draconiennes : c'est un gros problème au Cambodge.

- **Siem Reap** : un projet important, mais non encore signé : le développement d'un village d'enfants orphelins pour SOS *Children Village* - il en existe déjà un à Phnom Penh.

- à **Oudong**, l'édifice-reliquaire qui recevra les reliques du Bouddha actuellement situées devant la gare est pour nous pratiquement terminé. On en est à la décoration.

- **Ponts en province** : nous avons gagné un appel d'offres pour la construction de 5 ponts avec l'armée américaine.

- **Sihanoukville** : la création du port à containers est un très gros projet. Nous espérons bien participer comme sous-traitants d'une société étrangère à des travaux de génie civil / travaux publics, qui sont une spécialité ancienne de notre société.

- Pour notre **Ecole Internationale**, située sur la route de Pochentong, la situation s'améliore. La société *Northbridge*, principal investisseur 20 millions de dollars depuis 1995, l'un des plus gros investissements au Cambodge) construit deux bâtiments de 21 appartements, un nouvel investissement de 2 à 3 millions de dollars. L'Ecole compte une centaine d'élèves actuellement, on espère que la rentabilité sera atteinte en 2002. Un point nous gêne : des squatters installés le long de la route d'accès, et qui y ont construit "en dur" nous empêchent de l'élargir et de la refaire - à nos frais. Nous voudrions que la Municipalité

nous soutienne. Elle pourrait, sans rien dépenser, s'enorgueillir de cette école !

- l'**Institut du Cœur**, qui jouxte l'hôpital Calmette, est maintenant, pour nous, terminé.

- nous sommes aussi l'un des contractants locaux pour l'aéroport de Pochentong;

- et le contracteur pour le terminal domestique de Siem Reap;

- On peut encore mentionner l'usine de **BAT** *British American Tobacco*;

- et divers chantiers de moindre importance.

- on peut mentionner encore que nous espérons gagner l'appel d'offres pour reconstruire des ponts détruits par les inondations sur la route 21 Neak Luong - Prey Veng, un projet financé par l'AFD.

Le groupe Khaou Chuly comporte aussi les peintures *Maestria*, produites sur place selon une technique française. Le développement est encourageant : + 100 % de progrès de 1998 à 2000.

... et la société de services de sécurité **Protek**. Cette activité est gênée par la concurrence déloyale - alors que le marché est limité - d'entreprises qui emploient des policiers sous-payés, alors que Protek est professionnelle, a des frais de gestion, paie des impôts ... Il y a là un malaise.

Quant au projet d'aménagement et de construction d'une vaste surface de 450 ha sur la presqu'île de **Chryu Changwar** (à gauche juste après le pont japonais) il n'est nullement abandonné. Un décret va "geler" les terrains qui appartiendront en totalité au gouvernement. Les propriétaires légitimes seront indemnisés et relocalisés. Le gouvernement donnera ces terrains en bail à long terme (99 ans) à une société mixte Gouvernement / société privée La société *Sunway* garantit l'investissement. *Khaou Chuly* sera partenaire local, avec le gouvernement. On ne peut encore rien prévoir de précis : les investissements seront réalisés en fonction du développement du marché, sur peut-être 15 à 20 ans.

### Ce qui freine

Mon appréciation de l'environnement économique ? Le premier frein au développement à mon avis est le manque de

## TABLEAU DE BORD

**2000 par rapport à 1999** →

**Perspectives 2001** →

Les entreprises de ce secteur d'activité sont très nombreuses (plusieurs centaines) et très diverses par l'activité et par la taille : de quelques employés à plus de 1000. Nous avons essayé de constituer un panel représentatif de l'ensemble des professions du secteur.

La loi de Finances pour 2001 prévoit pour la Construction une croissance de 18 %.

Rappelons nos plus récentes enquêtes sectorielles : **Tourisme** (cn 141-142), **Confection** (cn 144), **Transport-Transit** (cn 148). En préparation : **Hôtellerie**.

### Commentaires

Unanimité des sociétés interrogées : très nette amélioration de l'activité en 2000. Les commentaires vont de "meilleure" à "excellente".

2001 devrait être bonne, le début de l'année est très prometteur.

### De quoi se plaignent les professionnels

La prévision à moyen et long terme est difficile, parce qu'on en est encore au "coup par coup".

La progression de l'activité reste très dépendante de la sécurité et de la stabilité politique.

Manque de crédit bancaire.

Manque de bons professionnels locaux, des "expat" restent indispensables.

Concurrence déloyale d'entreprises non déclarées et travaillant hors normes (contrebande).



# CONSTRUCTION BATIMENT EQUIPEMENTS

**crédit bancaire.** Le crédit est trop cher, les banques sont trop conservatrices, le système ne fonctionne pas. Elles manquent de garanties ? Mais la société Khaou Chuly est une des plus anciennes du Cambodge, et nos résultats sont positifs depuis plusieurs années ! Il faudrait des références internationales que personne n'a au Cambodge. Il faut attendre encore peut-être 5 ans ... Alors les sociétés cambodgiennes oseront et seront capables de répondre aux grands appels d'offre.

C'est aussi que le système juridique fait défaut.

Un autre frein au développement, souvent souligné, est le **manque de ressources humaines très qualifiées** : techniciens, architectes, opérateurs, administratifs, ... Il est vrai cependant que ces deux dernières années il semble que le niveau monte, les dernières promotions sont meilleures que les précédentes. Ainsi se reconstitue une intelligentsia, ainsi se prépare l'avenir du Cambodge.

**Dominique Catry**  
Directeur de  
**Comin Khmère**

**N**ous avons trois activités, très connectées :

**1. Commerce / trading :** il s'agit de vente d'équipements, soit directe, soit en tant que représentants de marques comme *Schneider Electric*, *Cummins (générateurs)*, *Wartsila (centrales diesel)*, *Carrier (climatisation)*, *OTV (traitement des eaux)* ... Selon les produits, nous les avons en stocks ou nous les importons pour un projet spécifique. Cette activité représente 50 % ou un peu plus de notre chiffre d'affaires qui se situe entre 5 et 10 mio de dollars.

2000 a été une excellente année pour cette branche d'activité avec un **accroissement de 100 %** sur l'année précédente, grâce notamment à deux secteurs : - *l'équipement électrique* (électrification de Phnom Penh et de sa banlieue réalisé par des entreprises japonaises) ; - et *le traitement des eaux* : équipement en vannes, surpresseurs d'air, systèmes d'amorçages de pompes, instruments de mesures et centralisation des données pour l'usine d'eau potable de Chry Changwar construite par une entreprise chinoise. Nous sommes allés pour cela à plusieurs reprises en Chine.

**2. Notre activité entreprise** représente environ 40 % de notre chiffre d'affaires : installations électriques, conditionnement d'air, traitement des eaux, plomberie ... Nous avons là quelques projets moyens et un ou deux gros projets de 500 000 à 1 million de dollars.

Les performances de 2000 ont été bonnes aussi avec une augmentation de 30

%, quoique au-dessous des prévisions; nous espérions + 50 %.

Ce n'est pas la concurrence locale qui augmente. Mais avec la mauvaise conjoncture dans la région, des sociétés sont venues de pays voisins avec des prix très bas, du Vietnam notamment, et nous ont gênés.

La nette amélioration de 2000 vient après deux années difficiles, 1998 et 1999, pendant lesquelles il a fallu tenir le coup. Nous n'avons pas licencié, pas diminué nos structures, c'était le bon choix, nous étions prêts à repartir. D'autres entreprises sortent de la crise très affaiblies.

D'une façon générale la concurrence locale ne nous gêne pas : nous offrons la qualité, avec des standards français, ou singapouriens, et nous n'avons pas de concurrence locale. La contrepartie, c'est que nous avons du mal à vendre en gardant des prix compétitifs. Nous réussissons mieux avec les investisseurs étrangers, qui ont des projets très sérieux et travaillent avec des standards internationaux.

J'observe d'ailleurs que les exigences sont très diverses. Pour les usines de confection par exemple, celles qui exportent vers les Etats-Unis veulent des équipements modernes pour le confort (climatisation, éclairage) et la sécurité (installations électriques) de leur personnel. D'autre au contraire cherchent un investissement minimum pour un rendement rapide.

**3. Maintenance :** ce n'est que 10 % de notre chiffre d'affaires, mais je considère cette activité comme très importante. C'est avec la maintenance que nous conservons le contact avec les utilisateurs : c'est à la fois le suivi du matériel et celui des gens, c'est le meilleur moyen pour nous assurer que nos clients utilisent correctement le matériel que nous leur avons vendu et en sont satisfaits.

C'est une activité très exigeante, difficile, qui demande beaucoup de disponibilité, d'efficacité. La maintenance contribue à notre image, elle projette une image de qualité plus que les réalisations en entreprise.

## Ressources humaines

Il y a dans ce domaine une **pénurie de personnel compétent, on manque de techniciens, de spécialistes de grande expérience**, d'autant plus qu'on est dans une période de forte croissance. Certaines entreprises cherchent à recruter chez les autres ...

Mais la situation s'améliore. Les jeunes ont des bases, ils en veulent, ils ne demandent qu'à être formés. Je considère que l'ITC fait un travail remarquable. Depuis 1965 je n'avais jamais vu des jeunes, formés au Cambodge seulement, de cette qualité.

Je constate d'ailleurs un très bon niveau aussi chez les jeunes dans les administrations concernées, par exemple à la

Régie des Eaux, à EDC, alors que les salaires sont plus modestes que dans le secteur privé. Pour les conserver et limiter la tendance à rechercher des "revenus complémentaires", il faudrait que l'administration les paie davantage. A Singapour la fonction publique paie mieux que le secteur privé et la corruption a pratiquement disparu. Mais bien sûr pour cela il faut des ressources !

A *Comin Khmère* nous sommes maintenant une centaine de salariés, dont 9 Français qui ne sont pas immédiatement remplaçables par des personnels locaux. Embaucher des cadres venus de pays asiatiques ? Oui, c'est une bonne idée. Nous avons nous-même un excellent chef de chantier indonésien

## Avenir

Il y a pour l'instant peu de visibilité. Nous sommes encore très dépendants de gros contrats, notre activité est donc assez cyclique. La décision d'équiper une usine de confection peut être prise en 3 mois. Beaucoup des affaires que nous aurons cette année ne sont pas encore connues. On ne peut donc pas prévoir précisément.

Pourtant je prévois un **creux probable cette année dans le domaine des grands investissements publics**, dont la cause est la crise qui a suivi les événements de 1997. Les grands bailleurs de fonds, Banque Mondiale, Banque Asiatique de Développement, ont alors suspendu leurs projets, et leur reprise, avec les diverses étapes, de l'identification d'un projet jusqu'aux appels d'offre, demande 2 à 3 ans ... Les projets actuels, qui concernent surtout les provinces (adduction d'eau, électrification, ...) sont dans les cartons depuis 1997 !

Nous prévoyons d'augmenter notre activité dans le tourisme, l'hôtellerie en particulier. Nous créons une agence à Siem Reap.

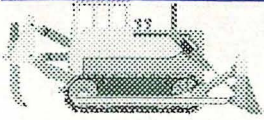
## l'environnement économique

la **concurrence des produits importés en contrebande** est très gênante. Par exemple des climatiseurs sont en vente sur le marché local à des prix de 40 % inférieurs à ceux que l'on a importés en payant normalement 15 % de douanes et 10 % de TVA. Une entreprise comme la nôtre est en concurrence avec des gens qui sont dans l'illégalité, qui ne sont pas déclarés, qui ne paient ni taxes ni TVA, qui n'ont pas de charges, pas même de siège social.

Nous au contraire, comme nous sommes très visibles, nous supportons toutes sortes de charges : TVA, impôts, mais aussi des obligations comme extincteurs, etc ...

Nous sommes tout à fait d'accord pour apporter notre contribution aux recettes de l'Etat, à condition toutefois que tout le monde soit au même régime. Or ça n'est pas le cas aujourd'hui.

(suite page 8)



## CONSTRUCTION BATIMENT EQUIPEMENTS

**Simon Lassailly**  
Directeur de  
**SIKA Mékong**

**L**es produits *Sika*, composés chimiques entrant dans la construction, existent au Cambodge depuis début 1998. Ils sont distribués par *Comin Khmère*, avec l'appui de *Sika*, société suisse, n° 3 dans le monde pour ces produits.

Il s'agit d'adjuvants pour mortiers et bétons, de produits qui accélèrent ou ralentissent la prise, de plastifiants et superplastifiants, de réducteurs d'eau, de mortiers de réparation, de membranes d'étanchéité à base de bitume, de mortiers polymères, de produits à base d'époxy : mortiers agents de liaison, adhésifs, produits à injecter, dont on se sert par exemple dans la restauration des temples d'Angkor (nos clients sont là l'*EFEO*, la *JSA* japonaise, le *World Monument Fund*), de joints d'étanchéité (scelllements pour l'usine d'eau potable de Chruy Changwar), de produits en epoxy pour la protection des sols contre l'abrasion, les acides etc...

Un client important est la société *Taisei Sumimoto* qui construit le pont de Kompung Cham avec des caissons en béton précontraint : retardateurs de surface, huile de décoffrage...

Nous travaillons aussi avec la *Sokimex*, *CICS*, *KC Gecin*, des Coréens pour le drainage de Phnom Penh. Avec des sociétés comme *Khaou Chuly*, *AECCL*, aussi avec l'aéroport de Pochentong... Nous faisons actuellement des tests avec *Muhibbah* qui reconstruit des parties des routes 6B et 7A.

**L'activité, en très forte progression, a doublé en 2000 par rapport à 1999, et le début de 2001 est très prometteur.**

En fait la progression se fait par à-coups, et il faudrait pour bien suivre l'évolution mesurer les progrès d'une saison sèche à l'autre.

Je constate qu'après les constructeurs les plus importants, qui connaissent l'importance de ces produits chimiques, de plus en plus de petites et moyennes entreprises locales font appel à nos produits. Ils veulent des conseils, du savoir-

faire : c'est le signe que les exigences et le niveau de la qualité augmentent.

La plus grande partie des produits que nous vendons sont fabriqués au Vietnam, quelques-uns viennent de Thaïlande. Les fabriquer au Cambodge ? Le marché est trop restreint, il faudrait former des spécialistes, et puis les frontières sont trop poreuses... En fait il y a assez peu de contrebande, parce que les utilisateurs importants ne travaillent pas ainsi, et que les plus petits ont besoin de conseils d'utilisation. Ils profitent aussi de la garantie.

Mon problème : je **manque de collaborateurs compétents**. 7 ingénieurs civils sont sortis de l'ITC en 2000, mais 5 sont partis se former en France, en Belgique, en Thaïlande. Je tiens à souligner toutefois que j'ai eu 3 ingénieurs civils de l'ITC en stage, et qu'ils ont été excellents : bon esprit, bonne volonté, exacts, et grande envie d'apprendre. Ils sont seulement trop peu nombreux, et pas encore assez anglophones.

**Phok Ngoun Hok**  
Directeur de  
**AECCL**

**N**otre société, *AECCL* pour *Architectes Ingénieurs, Contracteurs, Consultants International* a été créée en 1997 par un partenaire québécois et moi-même, khmer et québécois. J'en suis le seul gestionnaire.

C'est une entreprise générale de bâtiment, c'est à dire que nous faisons rénovation, décoration, plomberie, carrelage, peinture, électricité, ... pour des écoles, hôpitaux, stations d'essence, etc... Nous avons maintenant 17 salariés, tous cambodgiens.

La compétition est très forte. Il faut se battre sur les prix, proposer le meilleur rapport qualité/prix. Et surtout créer la confiance.

Nos clients sont surtout des compagnies privées, des ONG, plus rarement le gouvernement. Nous avons par exemple travaillé à l'hôpital Calmette, plomberie, faux plafonds, peinture, système surpresseur... financé par l'AFD; pour le siège social de BAT, construction, rénovation; pour l'Ecole Royale d'Administration : gros œuvre, peinture, plomberie, carrelage, ...

Nous avons toujours eu du travail ces dernières années, nous avons "survécu raisonnablement". Il y a eu un ralentissement en 1999, de 6 à 7 mois, mais 2000 a été en

**forte progression** : de 30 % environ.

2001 sera probablement une bonne année aussi, l'activité pourrait progresser de 30 %, et peut-être davantage. Mais à condition bien sûr qu'il y ait stabilité politique. Sinon, les investisseurs s'arrêtent...

Pour le crédit, nous en passons pas par les banques, il faut des garanties très importantes, le recours en cas de litige est cher... c'est un financement privé.

Pas de problème de personnels. Certains m'ont quitté pour créer leur propre entreprise, c'est le jeu. S'il faut embaucher des gens compétents, selon les chantiers, on en trouve.

Nous n'avons pas de plaintes particulières concernant la fiscalité : on s'en arrange.

**Tan Thann**  
General manager de  
**MANITEL**

**C**réée en 1997 notre société compte maintenant 30 employés dont une quinzaine de permanents : le nombre peut varier beaucoup selon les chantiers. 2000 a été une année meilleure que 1999, avec des creux et des pointes d'activité, mais 2001, quoique peu prévisible s'annonce bien meilleure.

Nous avons ajouté à notre spécialité de structures métalliques (*Kirby*) la taille de surfaces en marbre : en coopération croisée avec *Granida*, spécialiste vietnamien des marbres et de la coupe de précision, nous allons couvrir 10 000 m<sup>2</sup> à l'aéroport de Pochentong, sols et murs, un chantier qui durera 9 mois. 5 Vietnamiens viennent former 15 Cambodgiens. Les marbres, qui se vendent maintenant dans le monde entier, viennent du Vietnam. C'est une très bonne ouverture, et j'en cherche de semblables en Thaïlande et à Singapour afin d'acquérir d'autres spécialités. L'Union Européenne pourrait nous y aider. Nous venons d'autre part de terminer pour *BAT* une charpente métallique, et une usine de Confection, structure légère aussi, pour *Wing Tai Cambodia*.

Nous avons aussi beaucoup de petits chantiers pour d'anciens clients.

Nous sommes distributeurs de quantité de marques spécialisées : faux plafonds SMS, étanchéité, drainage, grilles, produits chimiques. J'ai personnellement un projet de show room avec stockage de matériaux de construction en face de l'aéroport de Pochentong.

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
décideurs  
votre  
meilleur  
investissement

directeur de la publication **Cheva Savuth**  
Rédacteur-en-chef **Alain Gascuel**  
Mise en pages **Pen Mary**  
Photos : **Philippe Bataillard**  
Impression **CIC Centre Informatique**  
du Cambodge  
58 rue 372 BP 836 Phnom Penh  
**CAMBODGE NOUVEAU**  
est vendu sur abonnement seulement  
exemplaire gratuit sur demande  
tel 023 214 610 mob 012 803 410





## L' affaire de l' East Sea

### Pavillon pas cambodgien

Le bateau transportant 908 passagers kurdes qui s'est échoué sur la côte française le 17 février (comme l'avait raconté de façon prémonitrice Jean Raspail dans *Le Camp des Saints*) n'était pas enregistré sous pavillon cambodgien, nous dit M. Chan Dara, directeur adjoint du département Marine marchande du ministère des Travaux publics et des Transports. Il existe une seule compagnie cambodgienne de shipping, la *CSC Cambodian Shipping Company* (cn 139). "Il est exclu qu'un bateau puisse être enregistré à notre insu".

### Traçabilité très difficile

Le président de la CSC, M. Khek Sakara, nous confirme que le bateau *East Sea* n'est pas enregistré par sa société.

Il ne sait pas encore d'où vient que l'on ait tout de suite parlé du pavillon cambodgien, mais il formule des hypothèses : le bateau avait peut-être des papiers falsifiés ; ou bien il peut s'agir d'un bateau volé, le cas est relativement fréquent.

Les bateaux qui essaient de passer de la drogue d'Amérique du Sud aux Etats-Unis ne sont pas sous pavillon de complaisance mais le plus souvent des bateaux volés. La complexité du système des pavillons de complaisance (parfaitement légal) avec des propriétaires, un enregistrement, un capitaine, des équipages, une cargaison, ... de nationalités différentes fait que la traçabilité des bateaux est très difficile. Il est assez facile pour un propriétaire de se rendre inatteignable.

Khek Sakara rappelle qu'il faut bien distinguer deux responsa-

bilités très différentes : celle de la compagnie de shipping qui enregistre le bateau d'une

part, et l'usage qui est fait de ce bateau d'autre part : si un bateau pêche dans des eaux interdites, s'il transporte de la drogue ou des passagers clandestins, le responsable n'est pas la société de shipping, encore moins s'il s'agit d'un bateau volé.

### CSC en progrès rapides

La CSC a connu un développement très rapide en 2 ans d'existence : elle avait 460 bateaux enregistrés en juillet 2000 (cn 132), elle en a actuellement 1300, d'origines et de tonnages très divers : de 40 tonnes à 8000 t., chinois, malaisiens, singapouriens, panaméens, yougoslaves, américains, ... Il est exclu que la CSC surveille les activités de tous ces bateaux !

Raisons du succès : la CSC a un monopole de fait au Cambodge, elle a des tarifs compétitifs (comparables à ceux du Costa Rica, mais plus chers que l'Ukraine ou Bélize), elle est rapide, les formalités administratives peuvent être faites à Phnom Penh, à Singapour et par internet (avec des agents inspecteurs sur place), elle offre beaucoup de services.

Ce succès apporte des inimitiés de la part des concurrents, autres pavillons de complaisance et pavillons nationaux (la compétition est extrêmement forte) et des critiques, par exemple pour la CSC de la part de *Green Peace* (pêche dans des eaux illégales), ou de l'*International Transport Workers Federation*.

Pourtant la CSC, avec 7 employés et une dizaine d'agents dans le monde reste une très petite compagnie de shipping comparée par exemple au pavillon du Liberia, rappelle Kek Sakara.

teaux, quatre ou cinq, faisant du commerce local, naufragés sur les mêmes récifs dans des temps plus anciens, et dont on sait peu de choses : par exemple un bateau armé par le Roi de Siam avec un capitaine européen, naufragé en 1679. On en a des traces dans les archives de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales ; on sait qu'il n'y eut pas de pertes humaines, l'équipage ayant été récupéré par un autre bateau qui naviguait de conserve. Mais on ne sait guère plus, les ar-



## LIVRES



conférence

### Le Prince d'Angkor Le Prince en Exil par Paul Brunon

L'origine du roman historique, c'est l'Iliade et l'Odyssée, nous rappelait Paul Brunon dans une conférence prononcée dans la salle du Centre Culturel, c'est l'Epopée, un genre littéraire dont le succès pendant des siècles fut immense, tôt illustré par Virgile et l'Eneïde. La Chanson de Roland, le Roland Furieux de l'Arioste, la Franciade de Ronsard, la Henriade de Voltaire, ... relèvent de l'épopée. Puis le genre se tarit.

Depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, le roman historique joue à peu près le rôle de l'épopée disparue. Balzac, Flaubert, Alexandre Dumas, Maurice Druon, ... captivent de même les lecteurs le genre a pris une extension considérable puisqu'en relèvent aussi bien *Le Lotus Bleu*, les romans de SAS, des romans d'Agatha Christie, Fernand Braudel, Marguerite Yourcenar, Max Gallo, Alain Decaux, Françoise Chandernagor, ...

"Comment fait-on un roman historique ?" était la question posée au conférencier. Il y faut trois éléments, estime Paul Brunon :

- d'abord de la réalité, ce que l'on sait de façon sûre : documents, et dans le cas du Cambodge : monuments, bas-reliefs, sculptures, inscriptions ... Cependant cette réalité, seule, est souvent ennuyeuse, "elle laisse un goût acide".

- il faut donc y ajouter de la fiction : "pas de grande politique sans fiction !". Il faut imaginer une fiction pour boucher les trous que laisse l'histoire, et pour créer le suspense. Dans ce mélange de la réalité et de la fiction réside la difficulté de l'exercice. Il faut inventer, mais pas

trop : il faut rester plausible, deviner ce que le lecteur va accepter comme vraisemblable. Si l'on va trop loin, il pensera qu'on se moque de lui, il fermera le livre.

- le troisième élément est donc la vraisemblance, que l'on a d'autant plus de chance d'atteindre que l'on s'est mieux imprégné sujet. Le lecteur ne s'en aperçoit pas directement, mais c'est cette connaissance approfondie qui fait un bon ou un mauvais roman historique.

Et enfin, tout dépend du style. L'histoire, estime Paul Brunon, n'est pas une science. Elle "passe" en fonction de la qualité de l'auteur : mal écrite, même si elle est exacte, elle ne passe pas. Bien écrite, elle passe, c'est ainsi que Michelet a eu une grande influence.

Tenant à scrupuleusement marquer les frontières entre l'histoire et la fiction, Paul Brunon a fait suivre ses deux volumes d'une postface qui donne une quantité impressionnante de précisions sur les sources, les événements historiques ("passablement chahutés"), les citations, le vocabulaire, les armes et les combats, les vêtements et les objets, les serpents, les éléphants et les crocodiles, les spectres et les magiciens, les états d'âme et les intrigues ... Bien souvent ce que l'on croyait historique a été inventé, et vice-versa !

On devine que l'auteur a pris grand plaisir à concocter cet intime mélange de vérité et de fiction, d'Histoire et d'histoires. C'est là sans doute aussi un secret de fabrication, celui qui suscite l'adhésion immédiate du lecteur, et lui fait souhaiter un troisième volume. Nous savons qu'il est en préparation. C.n.

**Le Prince d'Angkor, Le Prince en Exil**, 2 vol. par Paul Brunon, *Le Pommier*, 2000.



### A PROPOS ...

rames, et rejoignit ainsi, après neuf jours d'efforts, Bangkok. En fait il ne reste pas grand'chose du bateau : tout ce qui était en bois a disparu. Restent des ancrs, et des fragments de la doublure de cuivre. On a retrouvé aussi non loin des morceaux de porcelaine décorée que les spécialistes peuvent situer et dater.

Cette découverte pourrait être la première étape d'une quête plus difficile : celle d'autres ba-

teaux, quatre ou cinq, faisant du commerce local, naufragés sur les mêmes récifs dans des temps plus anciens, et dont on sait peu de choses : par exemple un bateau armé par le Roi de Siam avec un capitaine européen, naufragé en 1679. On en a des traces dans les archives de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales ; on sait qu'il n'y eut pas de pertes humaines, l'équipage ayant été récupéré par un autre bateau qui naviguait de conserve. Mais on ne sait guère plus, les ar-

### Tourisme fluvial

Le même bateau, maintenant bien aménagé, à quai à Sihanoukville, peut emmener pour

des croisières de quelques jours des amateurs de plongée sous-marine, de détente dans les îles, et d'exploration du littoral cambodgien.

Mais sa vocation, estime Max Couteau, est le tourisme fluvial. Il était très pratiqué autrefois. On allait, en remontant le Mékong, de Saïgon à Siem Reap. On pourrait recréer cette liaison. On pourrait aussi remonter le Mékong jusqu'à Kompong Cham et Kratie, débarquer et pratiquer l'écotourisme ...



## MEDIAS

### La Défense et la Chine

L'assistance de la Chine aux forces armées cambodgiennes comporte plusieurs programmes : uniformes, santé, et formation. En 2000, 40 militaires cambodgiens ont reçu une formation en Chine, dans le domaine surtout de la Santé, on en prévoit 30 en 2001.

Le montant total de l'aide chinoise aux forces armées cambodgiennes se monte à environ 40 millions de renminbi (4,5 mio de dollars), a déclaré le ministre de la Défense Tea Banh à l'occasion de la visite à Phnom Penh du 13 au 17 février du ministre de la Défense chinois Chi Haotian. Cette aide est utilisée principalement à restaurer un hôpital militaire et des casernements, et à la formation dans une école militaire. *"Il n'est pas question d'armes, le Cambodge en a suffisamment" a d'autre part déclaré le co-ministre de la défense Sisowath Sirirath.*

### Aide chinoise à la démobilisation ?

Le Premier ministre Hun Sen a demandé au ministre de la Défense Chi Haotian un prêt de 12,5 millions de dollars pour démobiliser 15 000 militaires au cours de 2001.

Les bailleurs de fonds (Banque

mondiale, FMI) ont promis de financer la démobilisation de 55 000 militaires en 5 ans, mais ce programme subit des retards. Lors de sa visite à Phnom Penh le Premier ministre chinois Zhu Rongji avait promis 6 millions de dollars supplémentaires; le Premier ministre avait demandé que ce soit sous forme de matériels de travaux publics pour construire des routes.

Cela montre bien que Hun Sen et le P'PC ont réussi à établir des relations étroites avec la Chine alors qu'ils la considèrent comme leur adversaire dans les années 80. Maintenant ces relations sont au plus haut, et la Chine a même promis une aide de 40 millions de dollars pour construire une nouvelle Assemblée nationale.

*[d'après Moneaksekar Khmer 15.2, trad. The Mirror].*

### Loi sur l'exploitation des forêts

C'est à cause de désaccords entre le ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement que le projet de Loi sur l'exploitation des Forêts n'est pas encore prêt. Le Premier ministre s'en est irrité, s'en est excusé auprès des bailleurs de fonds, et a demandé au Ministre au Conseil des Ministres Sok An de débloquer la situation. Le

projet de loi devra être présenté au Conseil des Ministres avant la fin février.

En fait le projet de loi, en 125 articles en 17 chapitres existe, dit le ministère de l'Agriculture, il a fait l'objet de discussions et d'un séminaire, mais il comporte des points litigieux : structure du Département des Forêts, responsabilités de chaque ministère, système d'inventaire, procédures pour le recouvrement des produits de la forêt.

*[d'après Rasmei Kampuchea 2.2., trad. The Mirror]*

### Anlong Veng : tourisme

36 maisons à Anlong Veng ayant appartenu aux leaders khmers rouges Pol Pot, Ta Mok, Khieu Samphan, Nuon Chea, Son Sen et d'autres, endommagées lors des attaques gouvernementales en 1998, vont être restaurées, de façon à créer un site historique que les touristes pourront visiter. Anlong Veng est proche de la frontière thaïlandaise à environ 100 km au nord de Phnom Reap.

Le ministère des Affaires étrangères étudie avec le gouvernement thaïlandais l'ouverture d'un nouveau point sur la frontière pour permettre aux touristes venant de Thaïlande de visiter Anlong Veng et de là les temples d'Angkor.

*[d'après Damneung Thmei 15-16.2, trad. The Mirror].*

### Port pétrolier

Le 12 février a été inauguré à Sihanoukville un nouveau port pétrolier aux normes internationales qui pourra accueillir des tankers jusqu'à 46 000 t. L'investissement de 10 millions de dollars est partagé entre la Sokinex et la société japonaise Marubeni.

*[d'après Damneung Thmei 15-16.2, trad. The Mirror].*

### Radio Sam Rainsy

Radio Samleng Yuttethor, "La Voix de la Justice", a commencé à émettre le 17 février "à partir d'un pays démocratique non loin du Cambodge". Les émissions d'une heure, d'abord hebdomadaires, deviendront ensuite quotidiennes. Le SRP avait demandé depuis longtemps une fréquence qui lui avait été refusée par le ministère de l'Information.

*[d'après Samleng Yuvachun Khmer 16.2, trad. The Mirror].*

### Nouveau

Une augmentation de la pagination de Cambodge Nouveau, en liaison avec le Club d'Affaires Franco-Cambodgien, est à l'étude.

Ainsi qu'une édition en khmer.

### The Sun (?)

Cette nouvelle publication gratuite, en anglais, propose une mauvaise traduction d'un article sur la situation économique du Cambodge paru dans *Cambodge Nouveau* n° 146, sans mention de source.



**indochine**  
INSURANCE

**Service d'Assistance 24h/24**

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.

*"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !*

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

**indochine**  
**Assistance**  
**Service**  
**24h/24**  
**012 812 333**

*Soyez exigeant,  
Choisissez*



**indochine**  
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge

Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet : www.indochine.net